



ASIA CENTRE  
centreasia.eu

Délégation aux Affaires Stratégiques



# Dynamiques de sécurité et processus de succession en Corée, les enjeux pour l'UE et son rôle potentiel

memo

Paris, 25 mai 2012, Collège des Bernardins  
Conférence internationale  
Résumé des interventions



*En partenariat avec le EU-Korea Institute de l'université libre de Bruxelles, Business Europe, le German Institute of Global and Area Studies (GIGA), l'université de Duisburg-Essen, Korea University et Yonsei University.  
Un événement financé par la Commission européenne.*

9:15-9:30

## Discours d'ouverture

**Dr. Miryung KIM,**

Directrice exécutive, EKI, Free University of Brussels

**Prof. François GODEMENT,**

Directeur de la stratégie, Asia Centre

La relation euro-coréenne a atteint un nouveau sommet avec la mise en place d'un accord de libre échange en juillet 2011. Elle est cependant toujours perfectible dans de nombreux domaines, les questions sécuritaires en priorité.

L'objectif d'une telle conférence, financée par la Commission Européenne, est d'aider les institutions européennes à formuler de meilleures politiques et stratégies vis-à-vis de la péninsule coréenne mais aussi vis-à-vis de l'Asie de l'Est sur ces questions de sécurité. Nous nous devons alors de penser européen afin de

conseiller la commission et les gouvernements nationaux.

Une seconde conférence aura lieu le 23 novembre 2012 à Korea University, Séoul. Elle portera principalement sur les questions économiques bilatérales et régionales et sur le rôle que l'UE peut jouer en Asie du Nord-est.

9:30-11:00

## Session I :

**Que savons-nous de la transition en Corée du Nord et de ses déterminants ?**

Président :

**Prof. Sunghoon PARK,**

Doyen, Korea University, Graduate School of International Studies

Discutant coréen :

**Dr. Haksoon PAK,**

Directeur du Centre d'études nord-coréennes, Sejong Institute

La Corée du Nord est un système de leader suprême (*suryong*) dans lequel le chef se place au-dessus de trois pouvoirs clés : le Parti, l'Armée et l'Etat. Le leader et son successeur ne font qu'un et leur autorité se confondent. Ainsi, il n'y a pas de leadership collectif en Corée du Nord et pas plus depuis la mort de Kim Jong Il.

71 boulevard Raspail  
75006 Paris - France  
Tel : +33 1 75 43 63 20  
Fax : +33 1 75 43 63 23  
ww.centreasia.eu  
contact@centreasia.eu  
siret 484236641.00029

Kim Jong Eun est devenu le leader suprême alors qu'il était jeune et inexpérimenté à la mort de son père. Il jouit cependant de la même autorité absolue et joue le même rôle décisif que Kim Jong Il. Cette transition a été également stabilisée par l'endoctrinement des élites, par la nécessité absolue de protéger le régime en ayant recours à un esprit guerrier, et par la nécessité de respecter les dernières volontés de Kim Jong Il présentées dans un soi-disant testament politique remis à sa sœur, Kim Kyong Hi, et à son fils, Kim Jong Eun.

Enfin, d'autres facteurs permettent d'expliquer la réussite de cette succession politique. Le système nord-coréen ne permet pas à une quelconque opposition institutionnelle d'exister ; aucun rival affiché de Kim Jong Eun ne s'est manifesté, pas même son frère exilé à Macao, Kim Yong Nam ; les élites politiques, désirant elles-mêmes assurer leur propre succession filiale afin de maintenir leurs avantages, ont soutenu activement la transition ; et enfin, l'environnement international de confrontation vis-à-vis des Etats-Unis et de la Corée du Sud a permis au peuple de s'unir derrière le nouveau leader.

Au cours de cette succession accélérée, la stratégie mise en place par Kim Jong Il de créer une double couche de protection pour son fils a parfaitement fonctionné. Après être devenu son héritier évident en septembre 2010, Kim Jong Eun a pu prendre rapidement le contrôle de l'armée et des services de renseignement avec le soutien de son oncle, Jang Song Taek, et de Ri Young Ho, sous la supervision étroite de Kim Jong Il.

Cette double couche de protection inclut d'une part la restauration de l'autorité du Parti sur l'Armée, après que celle-ci se soit renforcée sous la politique du *military first* (*songun*); et d'autre part, la nomination de Ri Young Ho et de Choi Ryong Hae afin de contrôler l'Armée et de contrebalancer le poids politique de la tante, Kim Kyong Hi, et de l'oncle de Kim Jong Eun.

Kim Jong Eun semble avoir parfaitement suivi les instructions de son père et l'autorité du Parti sur l'Armée a été soulignée par l'ordre protocolaire lors des funérailles de Kim Jong Il et lors du 100ème anniversaire de la naissance de Kim Il Sung. Dans le même temps, Kim Jong Eun a donné des garanties à l'armée en soulignant notamment son importance pour le régime et en la soutenant lors du bombardement de l'île de Yeongpyeong.

Kim Jong Eun semble avoir eu trois objectifs principaux dans la réorganisation de l'élite politique au cours de la conférence du Parti des travailleurs en avril 2012.

1. Il a élevé le statut de sa tante (Kim Kyong Hi) et de son oncle (Jang Song-taek) en les nommant au Politburo du Comité central du Parti et en plaçant sa tante au Secrétariat du Parti.
2. Il a nommé Choi Ryong Hae au Presidium du Politburo, à la Vice-direction de la Commission militaire centrale et à la direction du Département de politique générale de l'Armée.
3. Il a promu des proches avec une expérience militaire et dans les renseignements comme Kim Won Hong à l'Agence de sécurité nationale.

Il a ainsi promu sa tante et son oncle tout en nommant des personnalités clés comme Choi Ryong Hae, Ri Young Ho, Kim Won Hong, Kim Jong Gak (Ministre des forces armées) pour contrebalancer leur influence. Enfin, il est à noter que les personnalités nommées sont moins âgées (Choi Ryong Hae a 62 ans, Kim Kyong Hi et Jang Song Taek ont 66 ans, Kim Won Hong a 67 ans...) que les personnes actuellement en place sans que l'on puisse toutefois parler d'un rajeunissement important de l'élite nord-coréenne.

Kim Jong Eun a développé un style de gouvernance éloigné de celui de son père et bien plus proche de celui de son grand-père, Kim Il Sung. En janvier 2012, il a manifesté son intention d'améliorer l'économie en introduisant des éléments de capitalisme, notamment des modèles de réussite économique (y compris chinois). En avril, il a reconnu l'échec du lancement du missile Unha-3 contre l'avis de ses conseillers. Le 15 avril il a réalisé un discours de plus de 20 minutes pour célébrer l'anniversaire de son grand-père Kim Il Sung ; Kim Jong Il ne parlait jamais en public. Début mai, il a donné son autorisation à un journaliste du quotidien japonais Asahi Shimbun pour couvrir assez librement l'actualité à Pyongyang. Le 3 mai, il a critiqué la mauvaise gouvernance du parc d'attractions de Mangyongdae. Kim Jong Eun a également aboli les horaires imposés pour l'ouverture des marchés, a modulé les taxes sur les biens et a diminué les frais d'inscription à l'université.

Kim Jong Eun a aussi adopté des comportements inédits en se conduisant de façon amicale avec les soldats et les ouvriers, en souriant fréquemment, en déboutonnant sa chemise... Le style tranche avec le caractère austère et apathique que se donnait son père face aux caméras. Cette communication politique semble plaire aux Nord-coréens en ce qu'elle leur rappelle les "bons vieux jours" durant l'ère Kim Il Sung. Enfin, s'il était auparavant présenté comme "jeune et inexpérimenté", il est désormais considéré comme "jeune mais capable".

Kim Jong Eun semble ainsi flexible dans sa politique intérieure, son statut de leader étant assuré, tout en se montrant rigide dans sa politique étrangère. Il donne toujours autant d'importance à la politique d'indépendance de son pays (*Juche*) et à l'Armée (*Songun*) tout en accordant plus d'importance aux besoins primaires du peuple (alimentation et biens de consommation courants). Il pourrait ainsi se concentrer sur l'indépendance économique du pays, maintenant que l'indépendance politique et militaire semble acquise.

Discutant européen :

**Prof. Hazel SMITH,**

Professeur, Cranfield University

De nombreux articles journalistiques (à quelques exceptions près comme les articles de Frédéric Pons pour Le Monde) mais aussi soi-disant scientifiques sont fallacieux lorsqu'ils traitent de la Corée du Nord. Il y a beaucoup de données disponibles sur la Corée du Nord, à travers notamment les organisations internationales comme le FAM. De plus, il n'y a aucune raison de considérer la Corée du Nord comme un pays à part et de ne pas utiliser nos cadres d'analyse traditionnels.

Dans l'étude de la Corée du Nord, celle portant sur les institutions (Parti, Armée, Etat) est cruciale. Si l'on ne sait pas grand-chose de la succession, nous pouvons toujours analyser l'évolution des institutions. Pour le professeur Smith, l'ascension de KJE au pouvoir suprême n'est pas si importante et il faut aujourd'hui étudier en priorité l'Armée (et non LE Parti), le rôle de son oncle JST et le marché. L'Armée a eu la capacité de s'organiser et de récolter des fonds pendant les trente dernières années à la différence du Parti.

La Commission de la défense nationale est plus puissante que jamais et jouit d'une position décisive dans toutes les décisions importantes pour le régime. C'est une évolution majeure par rapport à l'ère Kim Il Sung où l'Armée était mise de côté. Un parallèle peut ainsi être fait avec les dictatures sud américaines des années 1980 et l'importance accordée à la mentalité de sécurité nationale qui y prédominait.

Quant au marché, les élites locales y sont insérées car elles ne sont plus payées par l'état (seulement un fonctionnaire sur trois serait encore payé). Lorsque la RPDC a perdu les aides soviétiques, le niveau de vie des classes moyennes s'est effondré et celles-ci se sont tournées vers le marché pour subvenir à leurs besoins.

Des rivalités entre ministères existent et les institutions s'opposent comme dans tous les pays. La Corée du Nord n'est pas immobile. L'Union Européenne doit le comprendre et prendre en compte les évolutions sociales du pays.

Discutant européen :

**Mr. Aidan FOSTER-CARTER,**

Chercheur honoraire senior, Leeds University

La question centrale de cette présentation est "quelles sont les évolutions depuis la mort de KJI ?". Il y a cinq éléments que nous devons prendre en compte :

- La succession est importante (désaccord avec le professeur Smith)
- La Corée du Nord n'est pas immobile
- Deux questions sont centrales : dénucléarisation et réformes économiques
- Personne ne croit au changement en Corée du Nord et il n'y a donc pas de parallèle avec le Printemps arabe
- Le gouvernement de Lee Myung bak a abandonné le pays à la Chine

Pour l'instant, il n'y a pas de changement majeur en Corée du Nord. KIS et KJI sont toujours célébrés ; les parades militaires se perpétuent et les élites demeurent unies. La transition s'est faite sans heurt.

Cependant, nous ne savons pas qui détient vraiment le pouvoir. Si des factions existent nous ne savons pas qui elles sont et lesquelles sont importantes, contrairement à l'ère Mao en Chine. Nous savons juste que KJE a pris le contrôle de l'Armée dès 2010. Il est encore trop tôt pour connaître la vraie position de ce dernier au sein de l'appareil d'Etat.

Il y a toujours des questions en suspens. Le test de missile était-il planifié de longue date ? Quelle est la situation financière du pays ? Pourquoi la presse nord-coréenne a lancé une campagne d'insultes à l'égard de Park Geun-hye? Que dire du navire chinois capturé récemment? L'a-t-il été par des pirates ou des soldats ?...

## **Discussion et Q&R**

**Pr. SMITH**

Il y a une tentative du Parti de reprendre le contrôle mais l'Armée demeure puissante et a reçu les crédits ces trente dernières années. Il y a une institutionnalisation de l'Armée malgré la volonté de la contrebalancer politiquement par le Parti.

L'économie s'est effondrée dans les années 1990 mais pas le régime car les familles et les communautés ont maintenu une cohésion. Au cours de la libéralisation du marché, ces structures familiales ont apporté légitimité et confiance.

**Pr. PAIK**

KJI a été la dernière personne à promouvoir l'Armée. KJE se concentre également sur l'économie, après que son grand-père se soit concentré sur l'indépendance politique (Juche) et son père sur l'indépendance militaire (Songun et programme nucléaire). L'indépendance économique est désormais prioritaire et il est possible que KJE coopère avec l'extérieur.

La RPDC coopère avec la Chine car il n'y a pas d'alternatives. Pyongyang essaye de jouer de l'antagonisme Chine/ Etats-Unis. Si la Corée du Nord avait été au centre de l'Europe, le pays se serait effondré comme les autres républiques socialistes. La Corée du Nord est au milieu des rivalités des grandes puissances et s'en sert pour assurer sa survie.

**11:15-12:45**

**Session II :**

**Le futur de la non-prolifération dans la péninsule**

Président :

**Dr. Gerhard SABATHIL,**

Directeur pour l'Asie du Nord-est et l'Océanie, Service d'Action Extérieure Européen

Discutant européen :

**Dr. Bruno TERTRAIS,** Chercheur, Fondation pour la recherche stratégique

La Corée du Nord nous donne une leçon de réalisme politique et démontre qu'il est presque impossible de forcer un pays très motivé à stopper son programme nucléaire s'il estime qu'il est dans son intérêt national de le poursuivre. La priorité est aujourd'hui de limiter les dégâts (*damage limitation*) et d'empêcher la Corée du Nord d'exporter des technologies sensibles. Il y a peu de chance que les pourparlers à Six (6PT) ne délivrent une solution concrète et durable.

Contrairement aux autres puissances nucléaires asiatiques, le programme nord-coréen n'est pas mature, est à petite échelle et surtout, le pays a démontré sa volonté d'exporter

des technologies sensibles (nucléaires et balistiques).

Le débat sur le rapatriement des armes nucléaires américaines sur la péninsule est inutile et il faut se poser la question "à qui profite ce débat?".

Du côté positif, la Corée du Nord nous a permis de comprendre qu'il est bien plus difficile que prévu de développer une technologie balistique, qu'il est encore plus difficile de construire des armes nucléaires viables et qu'il n'y a pas eu de prolifération incontrôlée.

Sur la probabilité d'un test nucléaire, il n'y a pas de raison de faire un autre test au plutonium. Cependant, si test à l'uranium il y avait, cela serait inquiétant car soulignerait les progrès rapides réalisés par Pyongyang.

Enfin, le Dr. Tertrais a souligné l'importance du facteur imitation par les Iraniens bien qu'ils ne supportent pas la comparaison et préféreraient celle avec les Japonais.

Discutant européen :

**Prof. Joachim KRAUSE,**

Directeur, Institute for Security Policy, University of Kiel

Le Pr. Krause est revenu sur deux décennies de négociations et sanctions. Du côté négatif, le pays a développé des armes nucléaires tout en recevant de l'aide humanitaire. De plus, il est fort probable qu'un réseau illégal chinois les ait aidés dans leur entreprise. Du côté positif, les négociations ont limité la prolifération.

Quelles leçons peut-on en tirer ? Il existe quatre écoles :  
Pessimiste: Il n'y a plus aucun intérêt à négocier avec la Corée du Nord, tout a été tenté, tout a échoué  
Patience stratégique : proche des pessimistes sur le bilan mais plus ouverte à la négociation  
Critique : le gouvernement américain est responsable pour les échecs du passé en ayant associé leurs diplomates nucléaires et régionale  
Optimiste: malgré certains échecs dans les négociations, la RPDC est sur le point d'abolir son programme au plutonium

L'intérêt stratégique de la Corée du Nord est d'assurer la survie du régime à travers le développement d'armes nucléaires.

Existe-t-il des alternatives? Les Chinois aimeraient que les élites nord-coréennes s'ouvrent économiquement et optent pour le modèle chinois. Un fait sous-estimé est l'équilibre au sein de la péninsule qui est de plus en plus favorable à la Corée du Sud (dépenses militaires cinq fois plus importantes qu'en 1990). En 2015, Séoul sera capable de réagir à toutes provocations militaires du Nord et de mener et gagner une guerre sur la péninsule.

Discutant coréen :

**Prof. Byungki KIM,**

Directeur, International Security Policy Forum; Vice Directeur, The Institute for Sustainable Development, Korea University

Il convient de différencier la non-prolifération de la contre-prolifération. La non-prolifération est basée sur des régimes internationaux comme un traité de non-

prolifération ou un groupe de fournisseurs, des accords multilatéraux qui visent à arrêter ou freiner la prolifération. La contre-prolifération est basée notamment sur la diplomatie coercitive et la pré-emption en allant combattre les activités illégales et les réseaux terroristes.

L'équilibre militaire sur la péninsule est de plus en plus défavorable à la Corée du Nord. Le ratio des dépenses militaires entre le Nord et le Sud est de 1 à 5. Elles représentent pourtant 25% du PIB de Pyongyang et seulement 2% du PIB de Séoul. La Corée du Nord cherche donc à rétablir un équilibre en développant sa capacité nucléaire et balistique pouvant notamment toucher les forces américaines au Japon.

La Corée du Nord cherche à montrer au Sud qu'elle est capable de la blesser et que cette dernière n'est pas toute puissante. Pyongyang a démontré ses capacités pour toucher les infrastructures sud-coréennes en ayant recours à la guerre électronique en brouillant les communications de l'aéroport d'Incheon ou en piratant les boîtes mails de membres du Cabinet présidentiel. L'objectif est de toucher la Corée du Sud en évitant toute escalade.

La Corée du Sud y répond notamment en étendant son accord de défense avec les Etats-Unis, notamment sur le bouclier anti-missile, tout en maintenant la pression sur le régime.

Les 6PT demeurent importants et la pression sur la Chine doit être maintenue, en témoigne notamment le voyage de Glen Davis à Pékin.

#### **Discussion et Q&R**

**Pr. SMITH**

Un des plus grands dangers est le risque d'accident nucléaire car la Corée du Nord ne dispose pas d'une ingénierie compétente ce qui se traduit notamment par de fréquents déraillements de train.

**Pr. KRAUSE**

Personne n'a forcé Pyongyang à développer des armes nucléaires. Il ne peut y avoir d'excuses externes. Parfois, suspendre l'aide pourrait s'avérer efficace.

**Dr. TERTRAIS**

Il est inhabituel pour un pays de commencer par un programme d'enrichissement du plutonium puis de développer un programme à l'uranium. Une des raisons pourrait être que la Corée du Nord a mis la main sur des plans pakistanais de têtes de missile pour des bombes à l'uranium.

De plus, il y a généralement quatre raisons pour les retards entre deux tests : les sanctions / le manque de matériau fissile / des difficultés techniques / une volonté délibérée. Dans le cas coréen, les sanctions et les difficultés techniques pourraient être les plus pertinentes.

La patience stratégique est du côté nord-coréen et non américain (notamment du fait des élections présidentielles tous les quatre ans et de changement de politique).

Enfin, il n'y a pas de course à l'armement sur la péninsule. Il y a des raisons techniques de penser que le premier test nucléaire était un échec. Un accident du style Tchernobyl est improbable.

**Pr. KIM**

Il y a un fossé énorme entre les universitaires européens et coréens. Il y a de plus une grande différence avec l'Iran. La Corée du Nord n'a pas d'argent du pétrole. Le Moyen-Orient n'a pas d'équilibre régional depuis la chute de Saddam Hussein et ne dispose pas d'un cadre de négociations efficace. La Corée du Nord n'est pas isolée dans un coin, c'est elle qui initie des crises et agit en criminel.

14:00-15:30

**Session III :**

**Quel rôle pour la communauté internationale, l'Union européenne et les acteurs régionaux**

Président :

**Dr. James HOARE,**

Ancien Chargé d'affaires britannique à Pyongyang;  
ancien Président de l'Association Britannique des études Coréennes

Comment faire en sorte que des sanctions soient efficaces contre un pays qui subit des sanctions depuis plus de 50 ans ? Il est faux de dire que la Corée du Nord ne respecte jamais ses engagements puisqu'elle a accepté des communications satellitaires protégées pour les ambassades à Pyongyang.

Discutant coréen :

**Prof. Sunghoon PARK,**

Doyen, Korea University, Graduate School of International Studies

La professeur Park a adopté une approche top/down soulignant l'absence de continuité dans les politiques internationales vis à vis de la Corée du Nord. Le rôle des organisations régionales devrait être renforcé : Asean Regional Forum, ASEAN... L'APEC est de plus en plus marginalisée notamment avec le projet de Trans Pacific Partnership. Les 6PT sont sporadiques et peu efficaces. L'ASEAN +3 et l'East Asia Summit discutent des questions de sécurité mais ne sont pas prises au sérieux par Seoul.

Les gouvernements est-asiatiques devraient s'inspirer de l'Europe et notamment de l'OSCE. La Corée du Nord devrait également devenir membre à part entière de certaines organisations comme l'Asia-Europe Meeting (ASEM) ou l'East Asia Summit qui a récemment inclu la Russie et les Etats-Unis.

Discutant européen :

**Prof. François GODEMENT,**

Directeur de la stratégie, Asia Centre

Si les organisations régionales fonctionnaient, la Corée du Nord n'existerait pas. Le pays survit car il existe des problèmes régionaux majeurs. La continuité stratégique de Pyongyang a été d'utiliser les oppositions entre grandes puissances.

S'il n'y avait pas eu de jeu d'influence entre la Russie et le Japon au début du XXème siècle, si les Etats-Unis n'avaient pas marchandé, avec le Japon, les Philippines contre la péninsule, s'il n'y avait pas eu la Seconde guerre mondiale et la guerre froide, la situation serait très différente. KIS a pris le pouvoir avec l'aide des Soviétiques. Il a apporté l'allumette et l'a allumé pour déclencher la guerre de Corée.

Il y a désormais des officiels nord-coréens très compétents et nous avons besoin de comprendre leur façon de pensée. Ils ne peuvent pas se reposer sur grand-chose, ne croient personne, pas même la Chine. Il n'y a aucune similitude avec la Birmanie. La Corée du Nord besoin de garder son indépendance et sa capacité de surprise à tout prix. Si elle perd cela, elle perd tout.

La Corée du Sud est démocratique et n'a pas la confiance de la Corée du Nord. Elle reste un tigre de papier. Le Japon est incapable de transformer son pouvoir économique en stratégie régionale. L'influence de la Chine est limitée et elle a décidé de soutenir fortement la Corée du Nord à un moment où la Chine fait face à ses propres problèmes internes et externes (pivot américain, différends territoriaux).

Le bombardement de l'île de Yeonpyeong n'est pas seulement le fruit de la faiblesse des sanctions internationales après le torpillage du Cheonan mais aussi le fruit des problèmes chinois en mer de Chine de l'Est. De la même façon, la capture de l'USS Pueblo avait eu lieu à la fin de la guerre du Vietnam lorsque les Américains étaient au pied du mur.

Puisque la Corée du Nord n'a pas de pétrole et puisque la Chine a largement investi le sous-sol nord-coréen, la diplomatie économique européenne est limitée. Nous avons besoin d'adopter une politique rationnelle associant carotte et bâton ou nous courrons le risque de faire de la Corée du Nord une quatrième province de la Mandchourie chinoise. Dans le même temps, il faut toujours se rappeler que plus nous sanctionnons, plus nous prenons le risque de sanctionner la population.

Les Etats-Unis sont inconsistants dans leur politique. Ils ont critiqué ouvertement le test de 2006 puis C. Rice a proposé à la Corée du Nord de devenir un membre de l'APEC. La patience stratégique est plus du côté sud-coréen qu'américain.

La situation dans la péninsule pourrait continuer infiniment puisque la réunification des deux Corée n'est la priorité d'aucune grande puissance. Les Chinois sont divisés sur les futurs possibles et la Corée du Sud est incapable de supporter le coût de la réunification.

Discutant européen :

**Mr. Jonas PARELLO-PLESNER,**

Chercheur senior, European Council on Foreign Relations

Le KEDO, créé après les accords de 1994, était trop bureaucratique. Il est difficile de trouver des sanctions intelligentes sur les biens de luxe puisque la Chine en contourne certaines. Les sanctions contre la Banco Delta Asia ont été efficaces. L'Union européenne devrait s'appuyer davantage sur les ambassades européennes et

engager une société civile nord-coréenne émergente.

### **Discussion et Q&R**

#### **David CAMROUX**

La Birmanie n'est pas comparable à la Corée du Nord. Dans le cas birman, trois puissances régionales s'opposent (Etats-Unis, Chine et Inde). De plus, le facteur de la peur en Birmanie n'a rien à voir avec la peur quotidienne et permanente des Nord-coréens qui empêchent tout soulèvement populaire.

#### **Bram BRANDS**

Qui bénéficie du statu quo? Que sait-on de l'impact de la menace nord-coréenne ou d'une probable réunification sur les ventes d'armes américaines à ses alliés régionaux? Quel rôle pour la Russie? Quelles sont les carottes possibles lorsque Pyonyang refuse une aide de 12 milliards du Japon?

#### **Dr. PAIK**

Les systèmes démocratiques changent fréquemment de politiques et affaiblissent la confiance que la Corée du Nord peut leur porter.

#### **Pr. GODEMENT**

La Chine est le seul pays à profiter directement du statu quo. Les puissances régionales sont averses au risque, la Corée du Nord est prête à en prendre. La Corée du Nord ne croit pas aux cadeaux, elle connaît les enjeux et les symboles. Nous avons besoin d'une vraie politique duale avec des incitations et des sanctions. Les bénéfices de l'engagement sont contaminés par notre inconsistance. Sur le plan économique, la Chine est seule à Pyonyang, l'Europe doit être plus engagée économiquement.

#### **Dr. PAIK**

Aucune des grandes puissances ne souhaite la réunification de la péninsule. Il ne faut pas non plus sous-estimer l'humiliation de Pyonyang vis-à-vis du Japon. La Corée du Nord ne veut pas de garanties financières mais de garanties de sécurité.

#### **Jonas PARELLO PLESNER**

Il y a un gros problème pour les compagnies européennes pour investir en Corée du Nord. La Corée du Nord a un levier avec la Chine car elle sait que Pékin la défendra internationalement. Cependant, cette attitude chinoise n'est pas dans ses intérêts à long terme. Enfin, le Japon devrait résoudre ses différends avec la Corée du Sud.

#### **Dr. HOARE**

Les sanctions contre Banco Delta Asia ont eu des dommages collatéraux car elles ont fermé des comptes commerciaux.

#### **Jorn ROHDE**

Il existe un vrai problème de recrutement lorsqu'il s'agit d'envoyer des diplomates à Pyonyang.

#### **Pr. GODEMENT**

Les échanges économiques avec l'Europe sont nécessaires et les Européens ne sont pas dans la meilleure des situations. Cependant, la Corée du Nord est de plus en plus préoccupée par l'influence économique chinoise

et cherche des relais. L'UE doit se tenir prête.

#### **Pr. PARK**

Il y a une prise de conscience au Sud de l'importance des droits de l'homme avec l'élection de deux défenseurs des droits de l'homme au Parlement dont un transfuge nord-coréen.

15:45-17:30

### **Table-ronde politique**

#### Président :

**Prof. François GODEMENT,**  
Directeur de la stratégie, Asia Centre

#### Participants européens :

**Dr. Gerhard SABATHIL,**  
Directeur pour l'Asie du Nord-est et l'Océanie, Service d'Action Extérieure Européen

#### **Mr. Jörn ROHDE,**

Directeur Asie de l'Est, Ministère allemand des affaires étrangères

#### Participants coréens :

**Mr. CHOI Jaichul,**  
Ministre, ambassade de la Corée du Sud, Paris

#### **Prof. PARK Sunghoon,**

Doyen, Korea University, Graduate School of International Studies

#### **Prof. KIM Byungki,**

Directeur, International Security Policy Forum; Vice Directeur, The Institute for Sustainable Development, Korea University

#### **Mr. PAIK Haksoon,**

Directeur du Centre d'études nord-coréennes, Sejong Institute

#### **Jaichul CHOI**

Le régime nord-coréen se consolide mais on ne peut pas exclure des frictions politiques. La Corée du Nord a dépensé plus de 6,5 milliards de dollars pour se doter d'armes nucléaires et tente désormais de diversifier ses soutiens économiques. Si le régime fait face à des difficultés, celui-ci provoquera internationalement pour renforcer l'unité nationale.

#### **Dr. PAIK**

KJE tente d'être différent de son père notamment en se concentrant sur l'amélioration des conditions de vie du peuple. Il est plus ouvert et programmatique. Nous sommes désormais dans une phase de réduction des tensions après un sommet atteint avec le test du missile Unha 3.

La guerre de Corée reste une réalité. Les Etats-Unis doivent abandonner leur politique anti-coréenne et transformer l'armistice en traité de paix. Tout n'a pas encore été fait pour négocier avec la Corée du Nord.

Le gouvernement Bush a eu un véritable problème d'inconsistance. Depuis, la situation a quelque peu évolué. Le 7 avril, un avion américain s'est posé à Pyonyang avec Joseph DeTrani (ancien directeur du centre national de contre-prolifération) et Sydney Seiler. La Corée du Nord semble avoir transmis un message aux Etats-Unis

annonçant qu'ils ne feront pas de nouvel essai nucléaire.

Deux constantes demeurent dans la politique de la Corée du Nord : la question du traité de paix et celle de l'unification. Dans ce cadre, les Européens devraient opter pour une politique indépendante et écouter les demandes du Nord.

#### Pr. KIM

Le gouvernement Obama estime que la politique américaine des quinze dernières années est un échec. Quant à la politique d'engagement du président Obama, il faut souligner le rôle clé joué par Wendy Sherman, sous-secrétaire d'Etat pour les affaires politiques et ancienne conseillère spéciale sous Clinton sur la politique nord-coréenne.

Les grandes puissances devraient également tout faire pour ne pas déstabiliser la Corée du Nord et ne pas ralentir le processus de libéralisation économique.

L'UE n'a pas de relation hostile avec la Corée du Nord et cette dernière se sent à l'aise pour négocier avec elle. Il faut continuer les dialogues *track 1.5* et développer un réseau européen d'experts. Il faut également mieux comprendre les enjeux stratégiques et les conceptions sud-coréennes, ce qui commence à être le cas à travers des initiatives privées comme EADS.

#### Jorn ROHDE

Il y a des échanges permanents entre l'Allemagne et la Corée du Nord. Cependant, c'est désormais à Pyongyang de nous dire jusqu'où ils peuvent aller. De plus, la restriction des déplacements en Corée du Nord est un vrai problème pour les diplomates.

#### Dr. SABATHIL

L'UE est, malgré le traité de Lisbonne, toujours perçue comme une organisation d'intégration économique. Cependant, l'UE est préoccupée par la Corée du Nord, un petit pays sans poids économique et à l'autre bout du globe, pour trois raisons :

- L'Asie du Nord-est est économiquement incontournable et représente 27% du commerce européen contre 23% pour l'Amérique du Nord. La Corée du Nord est telle une épée de Damoclès pour la stabilité régionale. De plus, une guerre sur la péninsule pourrait entraîner les Etats-Unis et la Chine dans un conflit majeur. L'Union Européenne, en tant que grande puissance responsable, a un intérêt fondamental dans la stabilité régionale.
- L'UE promeut le Traité de Non Prolifération (TNP), une des pierres angulaires du régime international de non prolifération. De plus, la Corée du Nord est le seul pays à avoir annoncé son retrait du TNP.
- La promotion des questions humanitaires et des droits de l'homme est une priorité européenne. Hors, la situation en Corée du Nord est parmi les plus catastrophiques.

L'UE restreint son rôle dans la question nord-coréenne en supportant les initiatives et en contribuant financièrement. L'UE ne fait pas parti des 6PT mais a supporté financièrement l'AIEA en donnant 1,8 millions d'euros en 2008 afin que l'agence puisse mener à bien ses vérifications. Précédemment, l'UE s'était investie dans le KEDO dont elle était membre depuis 1996. Cependant, des sentiments contrastés sont apparus, estimant que Bruxelles devait avoir un droit de regard plus important : *no say, no pay*.

Sur la problématique du TNP, l'article X associe la possibilité de se retirer du TNP dans le cas d'événements extraordinaires menaçant les intérêts suprêmes d'un pays. Pour l'UE, aucune preuve tangible de ces événements n'a été donnée par la Corée du Nord et le TNP est donc toujours en vigueur pour le pays. Pyongyang doit donc cesser ses activités d'enrichissement et se soumettre aux inspections de l'AIEA.

Depuis 1998, l'UE et la Corée du Nord entretiennent un dialogue politique mais il est évident que l'UE manque de leviers. Des efforts globaux sont nécessaires et l'UE soutient toute initiative pour promouvoir la paix et la stabilité dans la péninsule.

Sur la question des droits de l'homme, l'UE est plus que préoccupée et a toujours critiqué avec fermeté les abus du régime nord-coréen (lors du dialogue politique bilatérale, au sein de l'ONU à la commission des droits de l'homme et à l'Assemblée Générale...). Cependant, la Corée du Nord a suspendu le dialogue bilatéral sur les droits de l'homme dès 2003 en estimant qu'elle se sentait trahie par la volonté de l'UE de traiter du problème multilatéralement à l'ONU. Dès lors, la redémarrage d'un tel dialogue dépend de l'arrêt des initiatives onusiennes de Bruxelles. L'EU est aussi très préoccupée par le sort des réfugiés nord-coréens sur le territoire chinois et par leur rapatriement forcé, sujet que l'UE a discuté avec la Chine lors du dialogue bilatérale sur les droits de l'homme le 29 mai 2012.

La relation avec la Corée du Nord est critique mais aussi façonnée par l'engagement. Celui-ci commença dès les années 1990 avec l'envoi d'assistance alimentaire. Le programme ECHO a eu des bureaux à Pyongyang de 1996 à 2008. Depuis 2007, l'aide est devenue une aide LRRD (*linking relief to rehabilitation and development*). L'UE fournit une assistance dans les domaines de la sécurité alimentaire, de la santé et de l'accès à l'eau (6,5 millions d'euros de 2007 à 2013). Cela constitue une version améliorée de l'assistance humanitaire mais ne constitue pas une aide au développement, gelée en 2002 lors de la seconde crise nucléaire.

De plus, l'UE continue d'envoyer de l'aide humanitaire d'urgence comme ce fut le cas en 2011 lorsque la pénurie alimentaire a sévèrement frappé la Corée du Nord. (10 millions d'euros). La distribution s'est faite avec l'aide du Programme alimentaire mondial et sous contrôle strict.

Ainsi, la politique européenne est celle d'un engagement critique. Contrairement à ses partenaires démocratiques comme les Etats-Unis ou le Japon, l'UE n'a jamais suspendu son dialogue politique avec Pyongyang. L'engagement européen est constructif, de long terme et fournit une assistance ciblée. Cependant, cet engagement



est critique car l'UE n'hésite pas à parler du problème des droits de l'homme et à promouvoir les sanctions onusiennes en sanctionnant le pays.

### **Discussion et Q&R**

#### **Pr. SMITH**

Il y a une fragmentation de l'appareil d'Etat. L'électricité n'est pas délivrée en continu, les communications téléphoniques sont parfois coupées même pour les élites... Avec la décentralisation économique, l'Etat est incapable de faire face à certains problèmes stratégiques. Enfin, la sous-alimentation en Corée du Nord n'est pas pire que celle de l'Inde alors que le taux d'alphabétisation y est bien plus fort.

#### **Pr. KIM**

Il faut faire très attention lorsque l'on parle de fragmentation. C'est un non sens de dire que l'appareil d'Etat est détruit, les services de renseignement et l'Armée sont toujours très centralisés. L'affaire du Cheonan n'est possible que dans le cadre d'une forte centralisation du pouvoir. Un leadership fort est indispensable pour maintenir le pays. Si des factions existent, elles luttent entre elles pour renforcer leur loyauté auprès du leader.

#### **Bram BRANDS**

Entre l'engagement et l'isolement, Washington n'a jamais trouvé une *via media*. Il est aussi difficile pour l'UE de trouver une position commune avec 27 Etats membres.

**Antoine Bondaz**  
(Asia Centre)